

ACHATS RESPONSABLES EN COLLECTIVITES

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND BESANÇON

20 novembre 2018

ACHAT ECORESPONSABLE : DEFINITION

- **Obligation juridique de prise en compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale** (article 30 ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015).
- **Clause environnementale** : outil juridique permettant d'introduire dans la commande publique des objectifs de développement durable tout en préservant les besoins du maitre d'ouvrage et en respectant les principes fondamentaux de la commande publique (Liberté d'accès à la commande publique, Egalité de traitement des candidats, Transparence des procédures).

LA COMMANDE PUBLIQUE COMME LEVIER D'ACTION

De la bonne définition des besoins... (interrogation sur ses pratiques) :

- ⇒ Sourcing, benchmarking
- ⇒ Approche en coût global, notion de cycle de vie, conditions de production et de commercialisation, diversité, gestion des déchets
- ⇒ Allotissement (lots en marchés réservés ou dédiés au bio...)
- ⇒ Ouverture aux variantes (favoriser l'innovation)

Pour une intégration de clauses environnementales :

- ⇒ Comme objet même du marché (fourniture de produits d'entretien écologiques, fourniture de denrées alimentaires biologiques)
- ⇒ Comme condition d'exécution (clauses relatives aux conditions de livraison/reprise, aux nuisances sonores, matériaux recyclés...) ou spécificités et exigences techniques (références à des labels, normes...)
- ⇒ Comme critère d'attribution (gestion des déchets, performances environnementales,...)

ENJEUX ET DOMAINES D'ACTION POUR LES COLLECTIVITES

Un enjeu incontournable:

- ⇒ Rôle d'exemplarité pour la collectivité, image de marque
- ⇒ Démarche collective et transversale (inter-collectivité et à destination des entreprises)
- ⇒ Impossible de systématiser la démarche : achat écoresponsable au cas par cas en fonction des opportunités et des domaines d'actions

De larges domaines d'actions :

- ⇒ Produits d'entretiens (interdiction produits à risque, limiter l'émission COV...)
- ⇒ Denrées alimentaires (bio, saisonnalité, limitation emballage...)
- ⇒ Matériel informatique, électroménager à faible consommation énergétique...
- ⇒ Eclairage (leds), plomberie (limiter les consommations d'eau)
- ⇒ Bâtiments (utilisation de matériaux bio-sourcés, recyclés, peinture sans solvants...)
- ⇒ Suivi, traitement valorisation des déchets
- ⇒ Mesures compensatoires de reboisement, en direction de la faune sauvage...

LA CLAUSE D'INSERTION DANS LES MARCHES PUBLICS : UN LEVIER EFFICACE EN FAVEUR DE L'EMPLOI LOCAL

LES ARTICLES JURIDIQUES MOBILISABLES

- **Article 38** : l'insertion comme condition d'exécution du marché
- **Article 52** : l'insertion en tant que critère de choix du marché
- **Articles 36.1 / 36.2 / 37** : marchés réservés (handicap, SIAE, ESS)
- **Article 28 du décret** : marché de réinsertion professionnelle,

Conditions de réussite :

- Une forte volonté politique
- Un guichet unique opérationnel mis en œuvre par le Grand Besançon avec un financement du Fonds Social Européen à hauteur de 60%

ROLE DU FACILITATEUR

- Assistance technique aux maîtres d'ouvrage
 - Identifier les marchés pouvant inclure une clause d'insertion
 - Définit la hauteur des engagements demandés
 - Contribution à la rédaction des appels d'offre
- Information et accompagnement des entreprises
 - Aide aux choix de modalités d'exécution de la clause d'insertion
 - Repérage et mobilisation des publics en insertion en partenariat avec le service public de l'emploi
- Suivi de la mise en œuvre de la clause d'insertion
 - Contrôle de l'exécution des engagements
 - Suivi des parcours des bénéficiaires

LES SECTEURS D'ACTIVITE CONCERNES PAR LA CLAUSE D'INSERTION

- Bâtiment
- Travaux Publics
- Espaces verts
- Services (nettoyage, blanchisserie, transport...)
- Déchets
- Prestations intellectuelles

EXEMPLES DE MISE EN ŒUVRE EN LOCAL

➤ HABITAT 25

- Marché de réinsertion professionnelle pour l'entretien des espaces verts

➤ SYBERT

- Prestations d'accueil et de fonctionnement des déchetteries

➤ COMMUNE DE SAONE

- Restructuration du gymnase

➤ VILLE DE BESANCON

- Restructuration du musée des Beaux-Arts

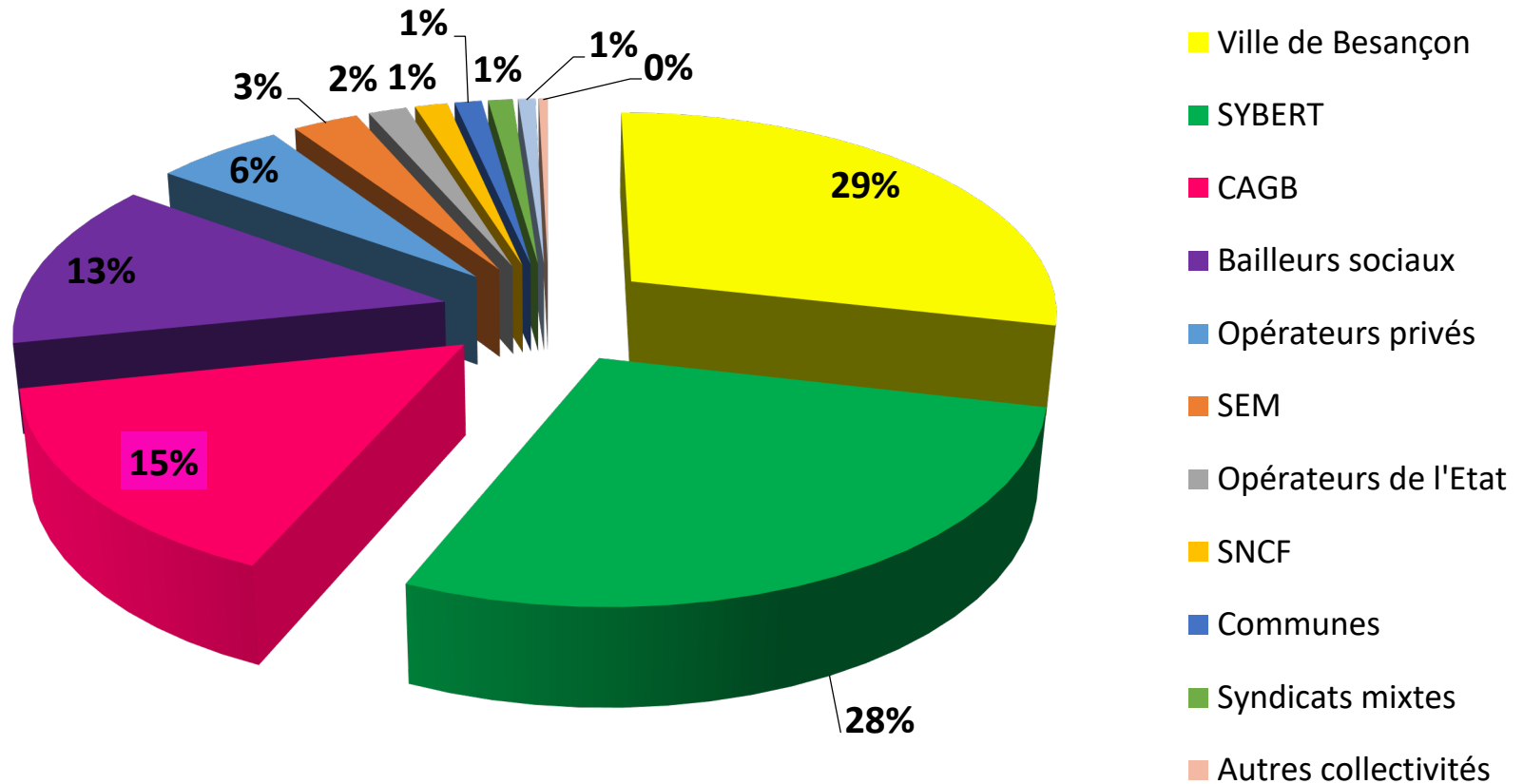
➤ CAGB

- Marché de réinsertion professionnelle pour l'aménagement des itinéraires pédestres et VTT

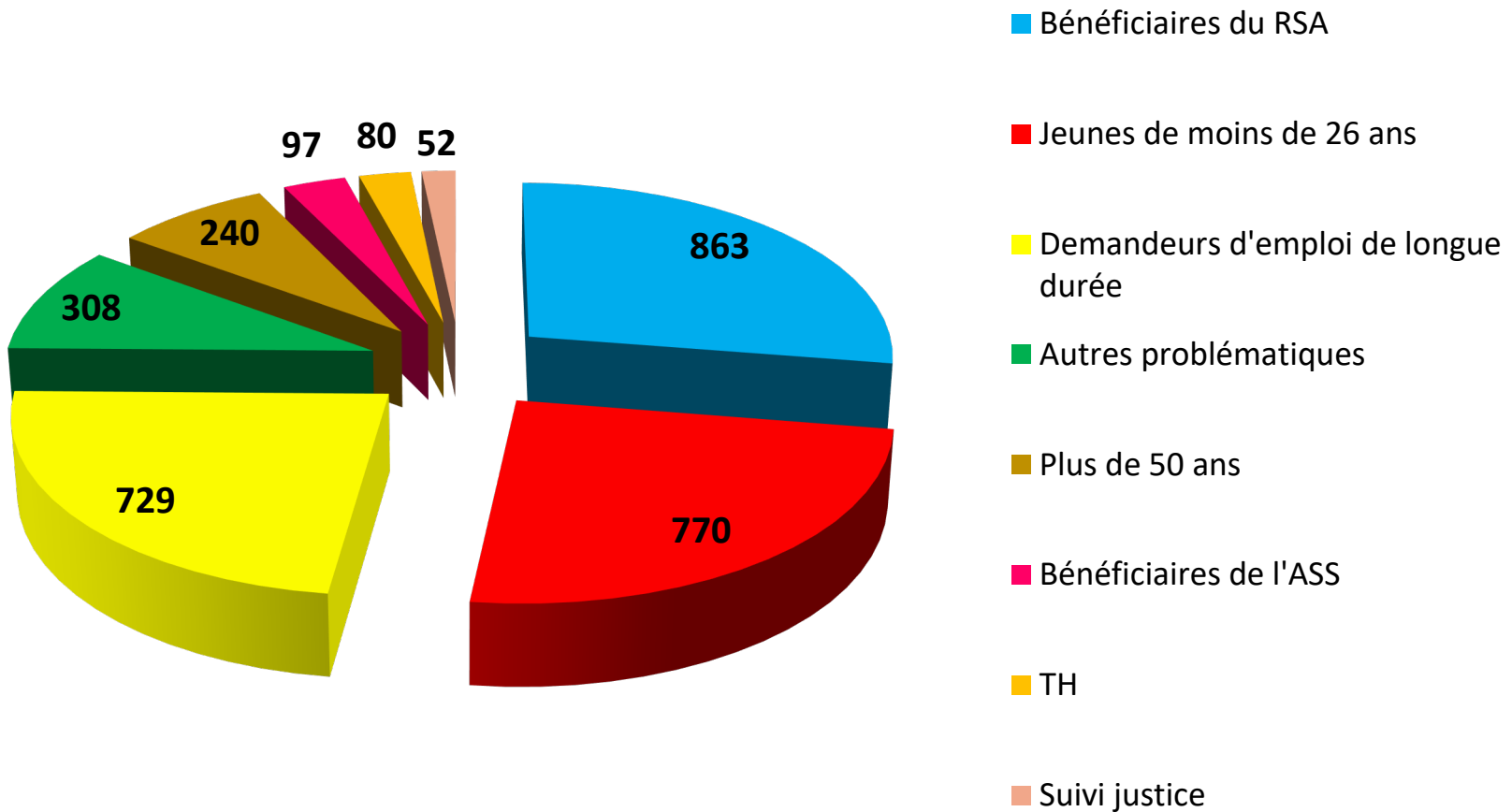
CHIFFRES CLES

- Plus de 1 425 000 heures de travail réalisées
- 2618 bénéficiaires dont 2094 hommes et 524 femmes
- 57 donneurs d'ordre concernés (collectivités locales, bailleurs sociaux, syndicats mixtes, opérateurs de l'Etat, opérateurs privés)
- 476 opérations

REPARTITION DES HEURES PAR DONNEURS D'ORDRE



TYPOLOGIE DES BENEFICIAIRES



UN DISPOSITIF EFFICACE EN TERME DE RETOUR A L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

- 35,7% des personnes sont en situation d'emploi et en formation à l'issue de la clause d'insertion :
- CDD : 222 personnes
 - CDI : 163 personnes
 - Contrats en alternance : 28 personnes
 - Contrats aidés : 93 personnes
 - Création d'entreprise : 13 personnes
 - Formation : 126 personnes
 - Intérim : 292 personnes